



Face à l'annonce hier de la suspension du dispositif MaPrimeRénov par le Ministre de l'Economie, nous souhaitons **exprimer notre stupéfaction et les inquiétudes fortes de l'ensemble de la filière** sur le devenir de la politique de rénovation énergétique, maillon pourtant essentiel de la stratégie de décarbonation de la France.

Après la remise au gouvernement du manifeste de la filière pour créer les conditions de marché favorables à la rénovation énergétique, nos 19 organisations professionnelles devaient être reçues par le cabinet d'Eric Lombard, ce vendredi 6 juin, à 14h. Ce rendez-vous n'a, semble-t-il, plus lieu d'être car sans objet désormais. La **pérennisation du soutien aux mono-gestes** et le maintien de MaPrimeRénov, correspondent pourtant à la demande des Français et donc à la réalité du marché. Elles sont deux demandes urgentes de la filière. Nous constatons malheureusement l'absence totale **de vraies concertations de fond avec la filière économique** concernée en premier lieu, préalablement aux annonces du Gouvernement. Nous regrettons sa volonté de sacrifier des dépenses d'investissement, pourtant indispensables à la survie de la filière. L'Etat doit maintenir un haut niveau d'incitation financière pour faciliter et encourager la reprise du secteur. **Cette incitation doit passer aujourd'hui par le levier de la rénovation énergétique.**

Sans stabilité du dispositif, a fortiori sans sa pérennisation, et sans sa simplification, ce sont des milliers d'entreprises installateurs, d'artisans du bâtiment, de distributeurs et d'emplois industriels qui sont directement fragilisés. Sans une stratégie claire sur la sortie des énergies fossiles importées dans le secteur du bâtiment, **c'est accepter de renoncer à notre souveraineté, aux gains de pouvoir d'achat et à la baisse de nos réductions de gaz à effet de serre. Sans rénovation énergétique, c'est également une baisse des rentrées fiscales pour Bercy et des factures d'énergie en plus pour les Français.**

A l'argument avancé par le Gouvernement de trop nombreuses fraudes dans le cadre de ce dispositif, excessivement mise en avant, nos organisations sont également mobilisées et formulent d'autres propositions pour lutter contre ces détournements. La filière demande que soient enfin engagés des travaux pour une véritable et stable politique de rénovation qui soutienne et valorise la filière souveraine du bâtiment (industriels, distributeurs, artisans, installateurs, ...), gage de qualité.

À ce jour, les réponses qui nous ont été données restent très insatisfaisantes et nous formulons désormais le souhait d'être reçu directement par le Premier Ministre afin qu'il clarifie comment il entend remettre de la cohérence dans les ambitions environnementales, économiques et industrielles de la France.